

## EXTRAIT

### Du Registre des délibérations du Conseil Communautaire

#### DELIBERATION N° 06/2022 – 13

**OBJET : AFFAIRES GENERALES**

**Restitution de la compétence optionnelle « Création et gestion de maisons de services au public et définition des obligations de service au public y afférentes, en application des dispositions de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations »**

L'An deux mille vingt-deux et le sept du mois de juin (**07.06.2022**) à 18 heures 30, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres des Confluences, convoqué le 1<sup>er</sup> juin 2022, s'est rassemblé au foyer rural de Castelmayran, sous la présidence de Monsieur Dominique BRIOIS, Président de la Communauté de Communes.

**CONSEILLERS PRESENTS :**

M. BRIOIS Dominique, Président  
M. BESIERS Jean-Philippe, 1<sup>er</sup> Vice-Président  
M. LOPEZ Romain, 2<sup>ème</sup> Vice-Président  
Mme FORNERIS Dominique, 3<sup>ème</sup> Vice-Présidente  
M. GARGUY Bernard, 4<sup>ème</sup> Vice-Président  
M. BOUCHÉ Bernard, 6<sup>ème</sup> Vice-Président  
M. SAMAIN Hugues, 7<sup>ème</sup> Vice-Président (jusqu'à la délibération n°18)  
Mme VISSIERES-DELVOLVE Marie-Thérèse, 9<sup>ème</sup> Vice-Présidente  
M. DELLAC Patrick, conseiller délégué  
M. PREVEDELLO Xavier, conseiller délégué  
M. JAMAIN Thierry, conseiller délégué  
M. CRUBILÉ Jean-Luc - M. DUPUY Guy (jusqu'à la délibération n°19) - Mme AVARELLO Georgette - M. PONS Michel - Mme BAJON-ARNAL Jeanine - Mme BETIN Nadia - M. DURRENS Serge - Mme PECCOLO Marie-Christine - M. LABORIE Michel - M. ANGLES André - Mme CAVERZAN Marie-Claire - Mme DELZERS Monique - Mme FAVAREL Annie - M. VIGNAUX Christian - M. FEGNE Jean - Mme DELCHER Any - Mr POUGNAND Jérôme - Mme M'BAMBI MATALE Claudine - Mme GAYET Stéphanie - Mme LOPEZ Sophie - M. LOURMEDE Guy - Mme SCHATTEL Danièle - M. ACHCHTOUI Soufiane - Mme ESQUIEU Pierrette - M. SÉGARD Georges - Mme BADENS Véronique - M. FOURNIÉ Philippe - M. BRAS Jacques - Mme DUPOUY Nadine - Mme MOREL Michelle

**CONSEILLERS REPRESENTES :**

Mme FEAU Annie, 5<sup>ème</sup> Vice-Présidente  
M. KOZLOWSKI Eric  
Mme CARDONA Muriel  
M. FERAL Jean-Philippe  
Mme PAYSSOT Céline  
M. REMIA Alex  
M. EIDESHEIM David  
M. BON Philippe  
Mme CAVERZAN Martine  
M. COULOM Michel  
Mme LAFFINEUR Nicole

a donné procuration à Marie-Thérèse VISSIERES-DELVOLVE  
a donné procuration à Jean-Philippe BESIERS  
a donné procuration à Michel PONS  
a donné procuration à Nadia BETIN  
a donné procuration à Jean-Philippe BESIERS  
a donné procuration à Marie-Christine PECCOLO  
a donné procuration à Michel PONS  
a donné procuration à André ANGLES  
a donné procuration à Dominique BRIOIS  
a donné procuration à Dominique BRIOIS  
a donné procuration à Danièle SCHATTEL

**ABSENTS EXCUSES :**

M. SAMAIN Hugues, 7<sup>ème</sup> Vice-Président (à partir de la délibération n°19)  
M. LAFONT Hubert, 8<sup>ème</sup> Vice-Président  
M. DUPUY Guy (à partir de la délibération n°20)  
M. PUCHOUAU Pierre  
M. THIERS Jean-Christophe  
Mme HEMMAMI Estelle  
Mme CAVALIÉ Marie  
M. USSEGLIO Philippe

**ABSENTS NON EXCUSES :**

Mme TRESSENS Christiane  
M. BOUTINES Gilbert  
M. PAILLAS Alain  
M. BOUSQUET Franck

En conformité à l'article L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein de l'Assemblée, Georgette AVARELLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été déléguée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

**EXPOSE DES MOTIFS**

**Vu** la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique et plus particulièrement son article 12 ;

**Vu** la loi n° 2015-591 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe, et particulièrement son article 64 ;

**Vu** l'article L5211-17-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

**Vu** la délibération n° 09/2017 - 1 en date du 26 septembre 2017 relative à l'approbation des statuts modifiés de la Communauté de Communes « Terres des Confluences » suite à la fusion-extension opérée au 1er janvier 2017 et actualisation au regard de la loi NOTRe ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 82-2017-12-19-002 en date du 19 décembre 2017, portant modification n°1 des statuts de la Communauté de communes Terres des Confluences ;

**Vu** le rapport de la CLECT en date du 27 septembre 2018 qui stipule que lors du transfert de la compétence il n'y a pas eu de transfert de charge ;

**Vu** la délibération n° 06/2022 – 12 en date du 7 juin 2022 relative à la modification n°4 des statuts de la Communauté de Communes « Terres des Confluences » ;

**Considérant** que suite à la fusion-extension opérée au 1er janvier 2017, le conseil communautaire a décidé de transférer à la Communauté de communes la compétence optionnelle « Création et gestion de maisons de services au public et définition des obligations de service au public y afférentes, en application des dispositions de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations » ;

**Considérant** que depuis la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, les compétences dites optionnelles ont disparu avec effet immédiat. Dès-lors, les compétences exercées à titre optionnel sont devenues des compétences facultatives qui peuvent conformément à l'article L5211-17-1 du CGCT, être restituées à chacune des communes membres ;

**Considérant** que la Communauté de communes n'a jamais exercé la compétence « Création et gestion de maisons de services au public et définition des obligations de service au public y afférentes, en application des dispositions de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations », il est proposé aux membres du conseil communautaire de restituer ladite compétence aux communes membres ;

Cette restitution est décidée par délibérations concordantes de l'organe délibérant de la Communauté de communes Terres des Confluences et des conseils municipaux des communes membres se prononçant dans les conditions de majorité requises pour la création de la Communauté de communes.

Le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification au maire de la commune de la délibération de l'organe délibérant de la Communauté de communes, pour se prononcer sur la restitution proposée.

**DISPOSITIF DE LA DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Le Conseil Communautaire :

- **restitue** la compétence optionnelle « Création et gestion de maisons de services au public et définition des obligations de service au public y afférentes, en application des dispositions de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations » aux communes membres à compter de la notification de l'arrêté préfectoral ;

**AR Prefecture**

082-200066322-20220610-DEL06202213-DE

Reçu le 10/06/2022

Publié le 10/06/2022

mandate le Président afin de notifier la présente délibération aux communes membres de la Communauté de Communes afin d'examen et d'approbation sur la restitution proposée ;

• **autorise** Monsieur le Président à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa :

Transmission en Préfecture le : 10/06/2022

Publication le : 10/06/2022

Notification le : .....

AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES  
POUR COPIE CONFORME AU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS

LE PRÉSIDENT,



D. BRIOIS



Membres en exercice : ..... 62

Présents : ..... 41

Votants : ..... 52

Adoptée à l'unanimité des votants